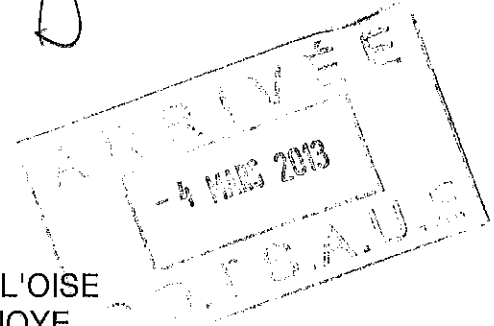




**FRANCE TELECOM**  
**Daniel CHOUSA**  
UPR NE/Pôle Réglementation et Foncier  
26 avenue de Stalingrad  
BP 88007  
21080 DIJON Cedex 9  
tél. 03 90 31 08 03  
daniel.chousa@orange.com

DDT DE L'OISE  
Fabien NOYE  
40 Rue Jean Racine  
BP 317  
60021 BEAUVAIS CEDEX



Dijon, le 25/02/2013

**Objet :** Révision Plan Local d'Urbanisme

Monsieur,

En réponse à votre courrier du 23/01/2013, je vous prie de bien vouloir trouver en annexe les renseignements demandés pour la commune de : **Saint-Martin-Longueau**

Vous trouverez également ci-dessous quelques dispositions légales concernant les prérogatives de France Télécom que l'élaboration de votre document pourrait éventuellement restreindre :

- l'article L47 du code des P et T mentionne « L'autorité (...) doit prendre toutes dispositions utiles pour permettre l'accomplissement de l'obligation d'assurer le service universel. Elle ne peut faire obstacle au droit de passage des opérateurs autorisés qu'en vue d'assurer dans les limites de ses compétences, le respect des exigences essentielles, la protection de l'environnement et le respect des règles d'urbanisme».

Dès lors, le PLU (ou la carte communale) ne peut imposer d'une manière générale et absolue à France Télécom une implantation en souterrain des réseaux car en procédant ainsi il ferait obstacle à la fourniture du service universel en faisant obstacle au droit de passage consacré par la Loi de Réglementation des Télécommunications.

- les articles L48 (servitude légale), L54 à L56.1 (servitudes de protection des centres radioélectriques d'émission et de réception contre les obstacles), L57 à L62.1 du code des P et T (servitudes de protection des centres de réception contre les perturbations électromagnétiques) instituent les servitudes attachées au réseau de télécommunications. France Télécom s'engage à vous les fournir à votre demande.

.../...

Envers votre souci légitime de préservation des paysages, je vous rappelle enfin qu'en matière d'établissement en souterrain des nouveaux réseaux de communications électroniques, vous avez deux possibilités légales qui vous permettent d'atteindre la finalité recherchée.



Il s'agit en premier lieu de la participation pour voies et réseaux (PVR). Elle autorise le financement de la création des infrastructures en génie civil dédiées aux réseaux de communication sur les voies nouvelles ou existantes par les bénéficiaires de l'opération.

En second lieu, il convient de signaler l'application possible des dispositions de l'article L 332-15 du code de l'urbanisme. Celles-ci définissent les participations financières par les constructeurs ou lotisseurs à la réalisation, y compris en souterrain, des infrastructures en génie civil des branchements privatifs au droit du terrain appartenant aux dits constructeurs ou lotisseurs.

Je vous invite à me transmettre dès qu'il sera prêt, le projet révisé du PLU en cours afin que je puisse émettre un avis ou une recommandation.

Je reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Le Chargé des réponses aux Plans Locaux d'Urbanisme  
et Cartes communales

Daniel CHOMSA

A handwritten signature in black ink, appearing to be "Daniel Chomsa", written over the printed name.



Annexe 1

Dijon, le lundi 25 février 2013

Veillez prendre note des servitudes éventuelles concernant la commune de **Saint-Martin-Longueau**

**Servitude PT1 : NEANT**

**Servitude PT2 : NEANT**

**Servitude PT2LH : NEANT**

**Servitude PT3 : NEANT**